



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 17/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REP (Décharge de Monthyon)**

28 Boulevard de Pasaro  
TSA 67779  
92739 cedex  
92000 Nanterre

Références : E/25-2642  
Code AIOT : 0006501973

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement REP (Décharge de Monthyon) implanté Rue de la Croix Gillet 77122 Monthyon. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REP (Décharge de Monthyon)
- Rue de la Croix Gillet 77122 Monthyon
- Code AIOT : 0006501973
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site se situe dans le Nord du département de la Seine-et-Marne, sur les communes de Monthyon et Saint-Soupplets.

L'installation a initialement été autorisée pour le stockage de déchets non dangereux, après avoir été exploitée comme carrière de gypse suite aux arrêtés préfectoraux de 1964, 1970 et 1986. L'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 104 du 10 mars 2008 a autorisé une extension du site en portant l'emprise du site à 17,1 ha.

Par arrêté préfectoral complémentaire n° 2019/DRIEE/UD77/075 du 12 septembre 2019, la société REP a été autorisée à :

- prolonger la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux jusqu'au 31 décembre 2020,
- modifier des caractéristiques du casier de stockage n°3 (mentionné dans le tableau ci-dessous) en vue de la réception de déchets inertes en lieu et place de déchets non dangereux non inertes dont les caractéristiques sont définies dans l'arrêté complémentaire n° 2018/DRIEE/UD77/022 du 10 avril 2018.

Par arrêté préfectoral n° 2021-60/DCSE/BPE/IC du 08 décembre 2021, la société REP a été autorisée à poursuivre et à modifier les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) et de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI).

Cet arrêté préfectoral a autorisé :

- l'adaptation des seuils d'acceptabilité des déchets conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admissions des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,
- la transformation des casiers n° 1 et n° 3 de stockage de déchets non dangereux en 2 casiers de stockage de déchets inertes qui induit l'arrêt d'acceptation de déchets non dangereux non inertes sur le site au bénéfice de déchets inertes,
- la prolongation de la durée d'exploitation et de réaménagement final (9 ans),
- un tonnage moyen annuel maximum de déchets inertes de 300 000 t/an,
- l'augmentation de la superficie d'exploitation de 2,8 ha pour que le réaménagement final s'accorde sur la carrière réhabilitée de KNAUF,
- la mise en place d'un dispositif d'étanchéité (géo-composite de drainage en PEHD à double cupule type Solpac de Ryb ou Huesker ou équivalent pour éviter tout écoulement de lixiviats entre l'ISDND et l'ISDI),
- la réactualisation des garanties financières en considérant l'ISDND suite à la mise à l'arrêt des activités relatives aux rubriques 2760-2 et 3540 de la nomenclature des installations classées,
- l'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes en 5 phases.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Zone de chalandise	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 13.3.2.1	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage des lixiviats avant traitement	Arrêté Ministériel du 08/12/2021, article article 7.8.3.2	Sans objet
3	Contrôles des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 9.5	Sans objet
4	Collecte, contrôle et traitement du biogaz issu du casier 2	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 12.2	Sans objet
6	Mesures complémentaires concernant l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 13.3.2.2	Sans objet
7	Gestion d'envols de poussières	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
8	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 15	Sans objet
9	Déchargement et contrôle des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	Sans objet
10	panneau de signalisation et d'information	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	Sans objet
11	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant s'assure de la qualité des déchets admis. Une procédure d'acceptation préalable est mise en place conforme à la réglementation. L'exploitant réalise l'ensemble des surveillances conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Toutefois l'Inspection a constaté que l'exploitant a admis des déchets inertes provenant du département de l'Oise qui n'est pas intégré dans la zone de chalandise actuelle du site. L'exploitant doit ainsi transmettre un porter à connaissance relatif à l'extension de la zone de chalandise d'admission des déchets. En attendant et sans autorisation préfectorale préalable, la zone de chalandise prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2021-60/DCSE/BPE/IC du 8 décembre 2021, doit être strictement respectée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Stockage des lixiviats avant traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2021, article 7.8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règle d'aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  La cuve de stockage, d'une capacité minimale de 25 m <sup>3</sup> , est associée à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à 100 % de sa capacité maximale. Le niveau de remplissage de la cuve ne dépasse pas 80 % de la capacité nominale. L'ensemble de l'installation de pompage et de stockage des lixiviats fait l'objet de mesures de maintenance préventive et d'entretien. L'exploitant dispose en permanence de pompes de reprise de secours en parfait état de fonctionnement.
<b>Constats :</b>  Les lixiviats collectés sur le site sont stockés dans une cuve de 25 m <sup>3</sup> . Une rétention d'environ 30 m <sup>3</sup> par murets de béton est mise en place autour de cette cuve. La rétention dispose d'un avaloir permettant de renvoyer les lixiviats vers le casier n°2 en cas de débordement. Le pompage des lixiviats à partir des casiers se fait automatiquement. Une fois la cuve est pleine la pompe s'arrête un voyant lumineux se déclenche. L'exploitant a indiqué qu'un contrôle visuel ainsi qu'un essai du bon fonctionnement de la pompe sont effectués mensuellement. Le jour de la visite d'inspection du 6 novembre 2025, l'Inspection a contrôlé la cuve et la rétention autour. Aucune observation n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.10
<b>Thème(s) :</b> Autre, surveillance des eaux souterraines

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 31/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

La qualité des eaux souterraines (nappe des calcaires de Saint-Ouen) fait l'objet d'une surveillance au moyen d'un réseau constitué au minimum de sept piézomètres, implantés conformément au plan prévu à l'annexe 16 du présent arrêté : 3 piézomètres situés en amont hydraulique (PZ2, PZ3 et PZ8), 1 piézomètre situé au droit du site (PZ4) et 3 piézomètres situés en aval hydraulique (PZ6, PZ7 et PZ9 situé dans la bande des 200 mètres en aval du site).

Ces piézomètres sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou à défaut aux bonnes pratiques.

Pour chacun des piézomètres, il est procédé à une surveillance de la qualité des eaux suscitées.

Cette surveillance est réalisée par un organisme extérieur agréé, selon les périodicités et pour les paramètres suivants :

- surveillance trimestrielle :

- pH, conductivité, Pb, Cr, Ni, Cd, Hg, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, DCO, COT, Résidu sec (fraction soluble), hydrocarbures totaux.

- surveillance semestrielle :

- paramètres physico-chimiques : potentiel d'oxydoréduction, Cu, Mn, Fe, As, Zn, Sn, Ba, Mo, Sb, Se, NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, Na<sup>+</sup>, MES, AOX, PCB, HAP, BTEX, fluorure, Indice Phénol ;
- paramètre biologique : DBO<sub>5</sub> ;
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles.

Le niveau des eaux souterraines est mesuré également trimestriellement pendant la période d'exploitation et de post de l'installation de stockage. Cette mesure, qui doit permettre de contrôler le sens d'écoulement des eaux souterraines, se fait sur des points nivelés.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que l'ensemble des paramètres est contrôlé semestriellement.

Il a fait part de difficulté de prélèvement sur le piézomètre PZ2 en amont hydraulique du site.

Les analyses semestrielles pour l'année 2025 ont été effectuées mais les rapports d'interprétation des résultats n'étaient pas encore disponibles.

Le rapport de surveillance des eaux souterraines effectuée le 18 novembre 2024 relève également ce problème de prélèvements au niveau du PZ2 (faible niveau d'eau). Il conclut que le site ne présente pas d'impact significatif sur site et hors site sur la qualité de la nappe du Calcaire de

Saint-Ouen.
L'inspection a indiqué à l'exploitant que bien que le piézomètre PZ2 soit situé en amont hydraulique, il est nécessaire d'investiguer la raison des difficultés rencontrées pour le prélèvement des eaux au droit de ce piézomètre. En cas de persistance de ce problème, l'exploitant doit considérer l'implantation d'un nouveau piézomètre en amont hydraulique du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des investigations relatives aux difficultés de prélèvement d'eau au droit du piézomètre PZ2.
Il transmettra également les rapports des résultats des analyses semestrielles pour l'année 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Contrôles des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réalisation des mesures
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant fait réaliser tous les ans, et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.
Le rapport établi à cette occasion est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant sa réception, accompagné de commentaires éventuels sur les dépassements constatés et des mesures éventuelles prises ou envisagées visant à revenir à une situation normale.
<b>Constats :</b>
Les mesures des émissions sonores ont été réalisées le 30 septembre 2025 mais le rapport des résultats n'était pas encore finalisé. Celui-ci sera transmis par la suite à l'inspection des installations classées.
Le rapport de contrôle du 30 septembre 2024, présenté le jour de l'inspection, indique les installations sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Collecte, contrôle et traitement du biogaz issu du casier 2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 12.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>

En ce cas de destruction du biogaz par combustion en torchère, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température et le volume de biogaz éliminé sont mesurés en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

Les émissions de SO<sub>2</sub>, CO, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyses par un organisme extérieur agréé. Ces émissions devront être compatibles avec les seuils suivants :

- CO < 150 mg/Nm<sup>3</sup>.
- SO<sub>2</sub> (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les résultats de mesure sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K pour une pression de 101,3 kPa après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) à 11 % d'oxygène.

**Constats :**

Le site dispose d'une seule torchère. Le rapport de contrôle des émissions de cette torchère réalisé le 21 mai 2025 indique que les rejets sont conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Zone de chalandise**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 13.3.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, respect de la zone de chalandise

**Prescription contrôlée :**

La zone de chalandise des déchets inertes stockés dans l'installation de stockage est limitée aux départements de Seine-et-Marne, de Seine-saint-Denis, du Val-de-Marne, du Val d'Oise et de Paris.

Article 13.3.2.1 Terres naturelles dites « TN+ »

Les déchets présentant une surconcentration d'origine naturelle (de code déchet « 17 05 04 ») respectent les valeurs mentionnées en colonne 3 de l'annexe 13 du présent arrêté.

Pour ces déchets, le document préalable, mentionné à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 précité, contient *a minima* une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe 13 du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les mêmes paramètres. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2.

En outre, devront être vérifiées l'absence de matériaux de type remblais et l'absence de composés organo-halogénés volatils témoignant d'une contamination anthropique.

L'évaluation du potentiel polluant des déchets et les résultats des essais de lixiviation sont conservés pendant au moins 3 ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2025, l'Inspection a constaté que l'exploitant a admis des déchets provenant du département de l'Oise (60) alors que la zone de chalandise des déchets inertes stockés dans l'installation de stockage est limitée aux départements de Seine-et-Marne, de Seine-saint-Denis, du Val-de-Marne, du Val d'Oise et de Paris.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il souhaite élargir sa zone de chalandise pour pouvoir admettre des déchets d'autres départements limitrophes dans un rayon d'environ 30 km.</p> <p>L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que s'il souhaite modifier le périmètre de la zone de chalandise de son installation, un porter à connaissance relatif à cette modification doit être transmis à l'Inspection des installations.</p> <p>En attendant et sans autorisation préfectorale préalable, la zone de chalandise prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2021-60/DCSE/BPE/IC du 8 décembre 2021, doit être strictement respectée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un porter à connaissance relatif à la modification de la zone de chalandise des déchets inertes stockés dans l'installation de stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 6 : Mesures complémentaires concernant l'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 13.3.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, respect des mesures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La zone concernée par un réaménagement concerté entre le site de l'installation de stockage de déchets faisant l'objet du présent arrêté et la carrière réhabilitée de KNAUF (zone hachurée « inerte » située au Sud de l'installation de stockage du plan mentionné à l'article 2.1 sera remblayée uniquement avec des déchets inertes « K3 » précédemment définis.</p> <p>A titre exceptionnel, des déchets dont l'exploitant reconnaît que la nature des déchets n'est pas conforme aux seuils de l'annexe 13 peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée limitée à 1 mois. La gestion des eaux de ruissellement est conforme à la gestion des eaux susceptibles d'être polluées définies à l'article Erreur : source de la référence non trouvée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur les modalités mises en place afin de s'assurer que la zone de stockage entre le site de l'installation de stockage de déchets et la</p>

carrière réhabilitée de KNAUF est remblayée uniquement avec des déchets inertes « K3 ».

L'exploitant a indiqué que lorsqu'un camion se présente au pont bascule, les caractéristiques des déchets admis s'affichant sur le certificat d'acceptation préalable, l'agent à l'accueil oriente le chauffeur sur la zone dédiée de stockage et en informe le conducteur d'engin sur le site qui réalise la mise en casier des déchets.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que ladite zone du site sera remblayée en dernière phase d'exploitation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Gestion d'envols de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, dispositions prises

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

I. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.).

II. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées.

III. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.

IV. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

**Constats :**

L'Inspection a constaté l'absence d'émissions de poussières diffuses sur le site. L'entrée du site est constituée d'enrobé.

L'exploitant a indiqué qu'en période sèche, des balayeuses passent sur le site pour arroser les pistes afin d'éviter l'envol de poussières.

Malgré le temps humide le jour de la visite, l'Inspection a constaté l'absence de boues sur les voies d'accès au site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Conditions d'admission des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, présence de DAP

**Prescription contrôlée :**

Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Celle-ci comprend des certificats d'acceptation préalable et des documents d'acceptations préalable incluant les résultats des analyses des déchets concernés.

L'exploitant réalise également en interne un document comprenant une vérification de l'éligibilité des déchets à être stockés sur le site avant admission.

L'Inspection a procédé, par sondage aléatoire à la vérification des documents et certificats d'acceptation préalables de déchets. Ceux-ci étaient conformes. Elle a également vérifié la cohérence des informations figurant sur ces documents avec celles renseignées sur le registre d'admission.

Sur site, l'Inspection a examiné la procédure d'admission des déchets en suivant un camion dès son arrivée sur le site jusqu'à son départ.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'agent d'accueil. Un contrôle visuel des déchets est réalisé via une caméra installée sur le pont bascule. Les déchets sont ensuite déchargés sur une zone dédiée et font l'objet d'un deuxième contrôle visuel par le conducteur d'engin du site. Les indésirables sont alors retirés.

Un bon de livraison est délivré au chauffeur de camion après acceptation des déchets. Celui-ci indique bien la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes et la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. L'Inspection a vérifié le contenu de ce registre. Aucune non-conformité n'a été relevée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Déchargement et contrôle des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, conformité

**Prescription contrôlée :**

Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.

Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

**Constats :**

Une zone dédiée au déchargement des déchets et à leur tri est présente sur le site. Celle-ci est signalée. Le déversement de déchets se fait sous la surveillance du conducteur d'engin du site qui procède au contrôle visuel des déchets et les déplace par la suite dans la zone finale de stockage.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : panneau de signalisation et d'information**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identification de l'installation de stockage ;</li> <li>- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;</li> <li>- les jours et heures d'ouverture ;</li> <li>- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;</li> <li>- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence, à proximité immédiate de l'entrée principale, d'un panneau de signalisation et d'information conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Surveillance des retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réalisation de la surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de</p>

l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m<sup>2</sup>/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.

**Constats :**

La surveillance des retombées atmosphériques autour du site est réalisée annuellement. Le plan de localisation des jauges de collecte a été présenté à l'Inspection. Celui-ci comprend 4 points de mesure et un témoin.

Le rapport des résultats de la campagne réalisée du 26 mars au 24 avril 2025 indique un léger dépassement sur le point de mesure n°4 situé au nord-ouest du site (205 mg/m<sup>2</sup>/j pour un seuil de moyenne annuelle de 200 mg/m<sup>2</sup>/j).

L'exploitant a indiqué que ce dépassement peut être lié aux activités industrielles situées au nord du site. L'Inspection considère que ce dépassement reste très faible au regard de la valeur limite réglementaire étant donné qu'il provient d'une campagne effectuée sur un mois de l'année alors que la valeur limite est une valeur moyenne annuelle.

Toutefois, l'exploitant restera vigilant et en cas de dépassement de la valeur limite, il mettra en place les actions correctives nécessaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

